

[Text]

I readily acknowledge, therefore, that the choices we face in foreign policy are becoming both more difficult and more significant. When the foreign policy review was issued in 1970, there was criticism that the government should appear to be placing Canada's interests before those of the world community and, in addition, that we should appear to give priority to the theme of economic growth even though we gave equal priority at the time to the themes of quality of life and social justice.

Since then the government has emphasized that policy priorities are flexible. As the international situation changes and Canadians themselves perceive their interests differently, priorities changed. I have mentioned some of the current international questions to which we are giving priority. In doing so we may have to ask Canadians to make certain sacrifices, to postpone the satisfaction of their own immediate needs in favour of the greater needs of others.

Whether it be food or energy, Canadians may not expect to enjoy indefinitely much greater advantages than others, but in making such choices we do not abandon the concept of the national interest; they measure that interest against the yardstick of our capacity to contribute to the purposes of world peace, justice and prosperity. There may be conflicts of interest, but they will not necessarily be irreconcilable.

To take a current example, we hope to reconcile our interest in selling nuclear power reactors with the global interest in preserving the use of nuclear energy for peaceful purposes. One interest does not have priority over another in any absolute sense. We shall strive to find solutions which, in promoting Canada's particular interests, also move the world towards a higher plateau of security and well-being.

Mr. Chairman, may I turn now to recent developments in Canada's relations with the United States, the European Community and Japan.

Let me deal with relations with Japan first. The logic of the third option requires us to politicize and to broaden and deepen our relations with Japan. Traditionally they have been almost exclusively commercial and both Canada and Japan seemed content for a long time that they should remain that way. But now it is apparent that strictly commercial relations, although they will obviously continue to be of the first importance, are in themselves, insufficient to serve our new purpose.

In the past, historical and cultural patterns worked against a deeper relationship with Japan. It was easy for Canadians to think in terms of the United States and Europe and the former colonies of European powers.

On the Japanese side relations with the United States have been paramount. Relations with North America were almost inevitably considered in terms of Japan-United States relations, but new imperatives, both domestic and external, are prompting both countries to re-examine relations in order to determine how they might be enhanced to meet their respective new situations.

With this development has come a new awareness of those attributes and interests that we share. We have highly-developed economies and industrious, literate, technically-educated populations.

[Interpretation]

Je reconnais davantage, alors, que les choix dont nous faisons face dans la politique étrangère deviennent de plus en plus difficiles et importants. Quand la révision de la politique étrangère s'est faite en 1970, on critiquait que le gouvernement semblait mettre les intérêts canadiens avant ceux de la collectivité globale et, en outre, qu'il semblait autres priorités à l'accroissement économique en donnant en même temps une priorité égale à la qualité de la vie et la justice sociale.

Depuis ce temps-là le gouvernement a souligné le fait que les priorités politiques sont souples. Autant que la situation internationale change, les Canadiens eux-mêmes perçoivent leurs intérêts d'une façon différente, et les priorités changent. J'ai mentionné tantôt quelques-unes des questions internationales auxquelles nous donnons priorité. En faisant ceci, il se peut que nous demandions aux Canadiens de faire certains sacrifices, de contremander leurs besoins immédiats en faveur des besoins encore plus pressants des autres.

Qu'il soit question d'alimentation ou d'énergie, le Canadien ne peut pas s'attendre de jouir indéfiniment des avantages qui sont uniquement les leurs, mais en faisant nos choix il ne faut abandonner le concept de l'intérêt national; il faut comparer cet intérêt avec notre capacité afin de contribuer à la paix globale, la justice et la prospérité. Il y a peut-être des conflits d'intérêt, mais ceux-ci ne sont pas nécessairement inconciliables.

A titre d'exemple on espère de concilier notre intérêt à vendre un réacteur nucléaire avec l'intérêt global qui veut l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques seulement. L'un n'a pas de priorité sur l'autre dans le sens absolu. On essaiera de trouver des solutions qui pourraient, aussi que promouvoir les intérêts canadiens particuliers, mener le monde à un niveau plus élevé de sécurité et de bien-être.

Monsieur le président, j'aimerais maintenant parler de développements récents dans les relations entre le Canada et les États-Unis, la communauté européenne et le Japon.

Premièrement, en ce qui concerne nos relations avec le Japon. La nécessité d'une troisième option nous oblige à nous politiser et d'élargir nos relations avec le Japon. Traditionnellement, ces relations ont été exclusivement commerciales et pour longtemps le Canada et le Japon semblaient contents de cette situation. Cependant, il semble évident que les relations purement commerciales, même qu'elles resteront toujours de première importance, sont insuffisantes au nouveau but que nous avons.

Autrefois, les relations culturelles et historiques empêchaient une relation plus large avec le Japon. Il était très facile pour les Canadiens de se baser sur les États-Unis et l'Europe et les anciennes colonies des pouvoirs européens.

Pour le Japon, les relations avec les États-Unis ont été de première importance. Leurs relations avec l'Amérique du Nord ont toujours été considérées par rapport aux relations Sino-États-Unis, mais de nouveaux impératifs, à la fois nationaux et étrangers, exigent que les deux pays revisent leurs relations afin de déterminer comment on pourrait les améliorer pour satisfaire à la situation actuelle.

De ces développements est venue une nouvelle sensibilisation des attributs et des intérêts communs. Les deux pays ont des économies et des industries bien développées, et des populations éduquées dans un système technique.